

Nouméa le 11 décembre 2019



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Suite à la campagne de communication de deux promoteurs privés sur leur projet de 2<sup>ème</sup> câble optique sous-marin, nous partenaires sociaux de l'OPT-NC souhaitons interpeller nos élus des provinces, du congrès et du gouvernement sur la menace que représenterait un tel projet, s'il venait à aboutir, notamment en termes d'impacts désastreux sur l'avenir de l'OPT-NC, de ses 1200 employés et plus largement, de ses missions de services publics rendus à la population calédonienne.

En effet, l'OPT-NC est un établissement public de la NC et nous tenons à rappeler les missions de services publics exercées, les investissements réalisés ces dernières années, au profit de tous les calédoniens, sans exception, et sur l'ensemble du territoire de la NC

Faut-il rappeler également, la participation très active de l'OPT-NC aux budgets des collectivités, notamment ceux de la NC et des provinces (prélèvements et TPCT).

Ces derniers évènements nous inquiètent au plus haut point, notamment sur le devenir de notre établissement qui manque cruellement de visibilité à court, moyen et long terme.

Soit l'OPT navigue à vue, sans instruments, avec une vision à très court terme, sans ambition, ni pour la population calédonienne, ni pour son personnel.

Soit l'OPT et les élus ont une vision claire du futur mais le cache aux partenaires sociaux, à la population et au personnel afin d'éviter le conflit social.

Dans ces conditions nous en tirerons les conclusions, et nous mettons en garde les élus : si ces derniers pratiquent la « politique de l'autruche » ; les conséquences seront dramatiques pour la population calédonienne !

Il nous paraît primordial de rappeler que l'équilibre qui a prévalu toutes ces années, en ce qui concerne les missions de l'OPT (télécommunication, courrier/colis et financier), ne peut être remis en cause en transférant l'activité rentable de l'office à un promoteur privé, dont les conséquences seraient catastrophiques. L'OPT ne serait plus en mesure de financer le maintien de certaines agences, notamment en brousse et dans les îles, des tournées poste mobile et des tournées distributions du courrier et colis, de continuer à maintenir des investissements très lourds comme la fibre optique pour tous, l'extension du réseau 4G et l'arrivée potentiellement du réseau 5G et autres grands projets que l'OPT finance sur fond propre et sans subvention publique.

Nouméa le 11 décembre 2019

L'impact sur l'économie en générale pourrait également avoir des conséquences sur l'emploi (1200 emplois directs et 2000 emplois indirects). D'autre part, la participation financière à d'autres missions telles que la veille maritime et à l'installation de la fibre dans les écoles, collèges et lycées... ne pourraient plus être assurée sans un financement des différentes collectivités donc par une hausse de l'impôt. En pleine crise économique, cette situation serait une bombe à retardement.

Et au-delà, l'OPT-NC doit garder dans son ADN, son positionnement d'aménageur du territoire financé grâce à un monopole public sur un secteur économique clé du pays. C'est un modèle qui a fonctionné jusqu'ici, contrairement à une vague de privatisation que l'on a pu voir en métropole et qui oblige maintenant les collectivités à mettre la main à la poche pour financer par exemple les zones dites « blanches ».

Les partenaires sociaux que nous sommes avons conscience que l'OPT doit continuer sa modernisation, sa transformation avec à sa tête une vraie ambition pour l'OPT-NC garantie par un modèle gagnant-gagnant pour la NC. Aujourd'hui, les agents de l'OPT sont à la peine et démotivés, car nos dirigeants actuels n'ont pas su prendre les virages stratégiques et économiques, notamment dans le cadre du projet de la banque postale, du traitement des colis. Nous regrettons également que des projets non maîtrisés n'aboutissent pas aux objectifs souhaités.

On se demande aujourd'hui à quoi a servi cette « armée mexicaine » de cadres dirigeants, qui comportera bientôt plus de chefs que de soldats ! Il faut libérer les énergies en interne, en commençant déjà par revoir le mode d'organisation actuel.

C'est pourquoi, nous souhaitons rencontrer les membres du gouvernement et du congrès afin d'obtenir de la visibilité sur l'avenir des services publics. Nous attendons qu'ils nous expliquent comment et par qui seront financées nos activités non rentables, dans les zones les plus reculées du territoire si leur souhait est de casser l'outil OPT-NC et d'ouvrir en grand les vannes de la concurrence intérieure et extérieure.

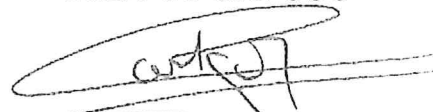
Avant tout changement de stratégie c'est la première équation à résoudre, c'est pourquoi nous tenons à les interpeller ainsi que la population sur le devenir de l'OPT.

**Pour la Fédération des Fonctionnaires**



P. MEYER

**Pour l'UT CFE-CGC**



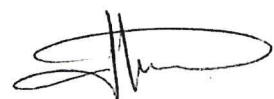
Christophe COUSON

**Pour l'USOENC**



MICHELON YOAN

**Pour l'USTKE**



AJAPUHWA. Georges